



**Communes de Chêne-Bourg
Chêne-Bougeries et Thônex**

**Rénovation partielle des techniques
et amélioration énergétique des bâtiments**

**PROCEDURE OUVERTE POUR UN MANDAT D'ARCHITECTURE
DOSSIER D'APPEL D'OFFRES ET CAHIER DES CHARGES**



15.11.2019

TABLE DES MATIERES

1. Informations générales	page 3
2. Conditions de participation	page 6
3. Exigences administratives de la procédure	page 10

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

(téléchargeable sur le site www.simap.ch)

Dossier de la procédure

1. Cahier des charges (ce document)
2. Dossier de sélection à remettre
3. Etude de faisabilité (DBET Sàrl)
4. Plans d'origine et coût estimatif des travaux
5. Annexe P6 (Engagement égalité homme-femme)
6. Étude énergétique (Despres)
7. Masque en fichier Excel pour l'offre d'honoraires

DOCUMENTS A RETOURNER A L'ADJUDICATEUR

1. Dossier de sélection à remettre complété, daté et signé
2. Dossier d'offre complet sur clé USB avec les documents en format pdf et en sus l'offre d'honoraires en version Excel
3. Attestation exigée au point 2.1 et cas échéant preuve d'équivalence.
4. Attestations et annexes demandées (voir dossier de sélection à remettre point 3)
5. Feuille détaillée de calcul des honoraires du candidat datée et signée avec détail des phases selon la norme SIA 102 (2014).
6. Masque en fichier Excel pour l'offre d'honoraires, dûment rempli et signé.

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET

- Législation genevoise : www.ge.ch/legislation/

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Communes de Chêne-Bourg Chêne-Bougeries et Thônex

Centre Sportif de Sous-Moulin, CSSM

Horaires d'ouverture de la réception au centre sportif de Sous-Moulin :

Lu Fermé

Mardi : de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30

Mercredi : de 13h30 à 17h30

Jeudi : de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30

Vendredi : de 8h00 à 12h00

1.2 Nom et adresse de l'organisateur

DBET Sàrl

27 Avenue Vibert – 1227 Carouge

Tél. 022 342 02 06

Mail : mail@dbet.ch

1.3 Contexte du périmètre concerné

Historique et projet

Les salles de sports

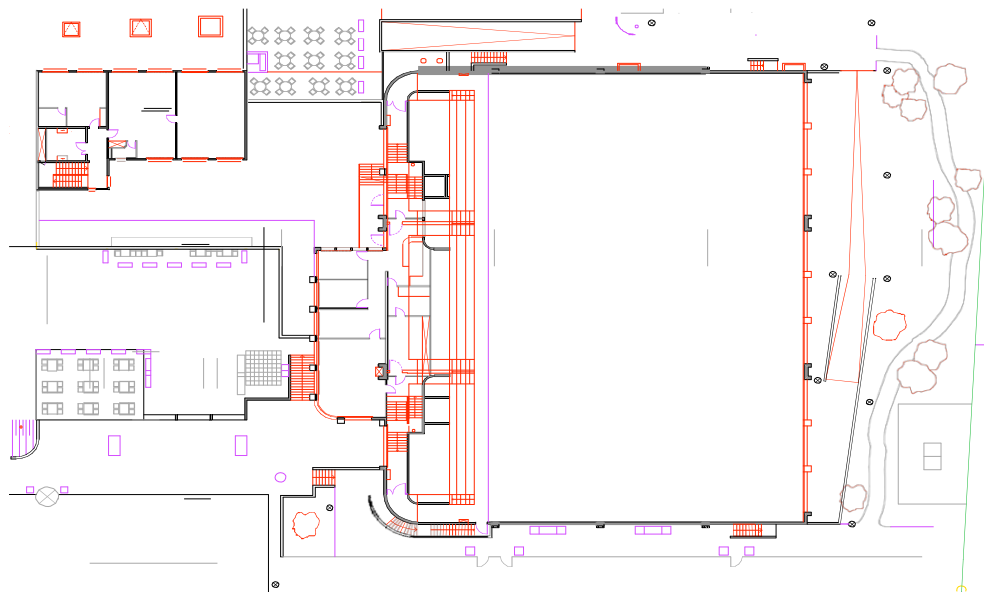
Ces constructions datent de 1981 et ont donc presque 40 ans. Comme pour le centre administratif et le restaurant, certains travaux de maintenance ont été réalisés et de manière générale les locaux sont bien entretenus.

La toiture des salles de sports a été refaite récemment avec une isolation suffisante.

Les déperditions par les fenêtres sont acceptables, mais la question de la surchauffe estivale est à étudier en terme de remplacement des vitrages, de protections solaires et d'adaptation et de régulation des principes de rafraîchissement et de ventilation.

Une isolation des murs périphériques doit être étudiée pour éliminer 40% des déperditions, à vérifier dans l'équilibre financier globale du projet de rénovation.

Comme pour le centre administratif et le restaurant, le système de ventilation et de récupération d'énergie de ces bâtiments doit être repensé globalement et en particulier avec une attention particulière pour la régulation dans l'utilisation de ces locaux.



1.4 Nature et importance du marché

Voir document « Etude de faisabilité – Estimation des coûts » du bureau DBET Sàrl
Le montant des travaux déterminant les honoraires du présent appel d'offres est fixé à :

CFC 2 Bâtiment : **CHF HT 1'800'000.-**

1.5 Planning de la procédure

- | | |
|--|--------------------------------|
| • Lancement de la procédure | 20 novembre 2019 |
| • Questions des candidats | 27 novembre 2019 |
| • Réponses aux questions | 10 décembre 2019 |
| • Remise des dossiers par les candidats | 10 janvier 2020 à 12h00 |
| • Analyse, adjudication et annonce aux candidats | Janvier-février 2020 |

Planning intentionnel pour la réalisation

- | | |
|---|-------------------------|
| • Crédit d'investissement pour les études | Mars 2020 |
| • Projet définitif | Mai 2020 |
| • Procédure d'autorisation de construire | Juin 2020 |
| • Plans d'exécution et appel d'offres | Juillet 2020 |
| • Crédit d'investissement pour la réalisation | Septembre 2020 |
| • Exécution des travaux | Septembre-décembre 2020 |
| • Mise en service | Janvier 2021 |

2. CONDITIONS DE PARTICIPATION

2.1 Aptitudes et compétences requises du candidat

L'adjudicateur organise un appel d'offres de services en procédure ouverte (à 1 tour), afin de désigner un bureau d'architecture pour le projet défini dans le document « Etude de faisabilité – Estimation des coûts » du bureau DBET Sàrl.

L'appel d'offres est ouvert aux architectes en Suisse ou dans un Etat signataire de l'accord OMC sur les marchés publics qui offrent la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

Etre porteur du diplôme de l'un des instituts suivants :

- Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne ou de Zurich (EPF)
- Institut d'Architecture de l'Université de Genève (IAUG/EAUG)
- Académie d'architecture de Mendrizio
- Haute Ecole Spécialisée (HES ou ETS)
- Institut étranger bénéficiant d'une équivalence.

Ou

- Etre inscrit au Registre des architectes A ou B du REG (Fondation suisse des registres des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement).

Ou

- Etre inscrit au tableau des Mandataires Professionnellement Qualifiés (MPQ) ou dans un registre équivalent.

L'attestation démontrant cette aptitude doit être joint au dossier lors de son dépôt.

Pour les diplômes étrangers d'architecte ou les inscriptions sur un registre étranger d'architectes, les participants doivent fournir la preuve de l'équivalence de leur diplôme ou de leur inscription aux registres mentionnés.

Cette validation peut être demandée auprès du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation DEFR/SEFRI,

<https://www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/bildung/reconnaissance-de-diplomes-etrangers.html>

La preuve de l'équivalence doit aussi être jointe au dossier déposé.

Les bureaux à plusieurs succursales ne peuvent présenter qu'un seul dossier.

En outre, le candidat devra démontrer, dans le cadre de sa candidature, des expériences pour des prestations liées à l'exécution de travaux de rénovation.

2.2 Présentation de l'offre

La procédure n'est pas anonyme.

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en 1 exemplaire. L'enveloppe contenant le dossier doit comporter la mention :

« CSSM Appel d'offres architectes SIA 102 – Ne pas ouvrir »

- A. Les attestations demandées dans le document « Dossier de sélection à remettre » seront remises dans la même enveloppe mais sous pli séparé du dossier principal avec la mention « ATTESTATIONS ».
- B. L'offre d'honoraires sera remise dans la même enveloppe mais sous pli séparé du dossier principal avec mention « HONORAIRES ».
- C. Dossier d'offre complet sur clé USB avec les documents en format pdf et en sus l'offre d'honoraires en version Excel.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, celui-ci ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires.

2.3 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

2.4 Inscription et demande du dossier

Le dossier est téléchargeable sur le site internet www.simap.ch.

Il n'y a pas d'inscription préalable formelle.

2.5 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- Le dossier est-il présenté dans la langue exigée par l'adjudicateur ?
- Le dossier est-il complet et conforme aux exigences et conditions fixées par l'adjudicateur ?
- Le dossier est-il signé et daté par la ou les personnes responsable(s) du dossier de candidature ?

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier, et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également écarté de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (clé USB, site internet, etc.) ou sous forme papier.

Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

2.6 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- ait été limitée dans le temps et soit achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fasse pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

2.7 Conflit d'intérêts

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation.

Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire permanente ou déterminante pour la pérennité de son entreprise ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

Le cas échéant, il appartient au candidat d'en informer immédiatement l'organisateur de la procédure qui prendra une décision sur la faisabilité du remplacement du membre du comité d'évaluation concerné, étant précisé qu'il appartient aux personnes appelées à préparer ou à rendre une décision en matière de marchés publics de se récuser aux conditions de l'article 19 RMP et l'article 15 de la loi genevoise sur la procédure administrative.

2.8 Association de bureaux

L'association de bureaux n'est pas admise.

2.9 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise.

2.10 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché en lots.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

2.11 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

2.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le Franc Suisse (CHF).

2.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat seront la propriété exclusive de l'adjudicateur. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

2.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 12 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

2.15 Emolument et frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé ni émolument, ni frais de dossier.

2.16 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

3.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

Prescriptions internationales :

- Accord sur les Marchés Publics (AMP) de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC/WTO) du 15 avril 1994 et annexes concernant la Suisse.

Prescriptions nationales :

- Loi fédérale sur le Marché Intérieur (LMI) du 6 octobre 1995.
- Normes, règlements et recommandations en vigueur de la Société suisse des Ingénieurs et des Architectes (SIA).

Prescriptions cantonales :

- Accord Intercantonal sur les Marchés Publics AIMP (L 6 05) du 25 novembre 1994, modifié le 15 mars 2001.
- Règlement genevois sur la passation des Marchés Publics (RMP – L 6 05.01) du 17 décembre 2007.

Site internet de la législation genevoise :

www.geneve.ch/legislation/welcome.html

3.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- Traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure. Font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire.
- Interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat.
- Organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté.
- Assurer la transparence de la procédure.
- Garantir un déroulement optimal de la procédure.

3.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent être posées sur le site internet du Simap (www.simap.ch) au plus tard le **27 novembre 2019**.

L'adjudicateur répondra aux questions posées sur le Simap le **10 décembre 2019**.

Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur.

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone.

3.4 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir auprès de l'organisateur au plus tard le **10 janvier 2020 à 12h00**.

Adresse :

DBET Sàrl
27 Avenue Vibert
1227 Carouge

Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance.

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera entièrement les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parvient hors délai est automatiquement écarté de la procédure.

3.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers.

L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie et à une évaluation multicritère par la suite.

3.6 Audition des candidats

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises soit par écrit soit lors d'une audition.

Le cas échéant, le soumissionnaire ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure. De même, l'audition ne doit pas conduire à une modification de l'offre déposée.

Toujours le cas échéant, l'audition fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres soumissionnaires.

3.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant :

PONDERATION

CRITERES D'ADJUDICATION

Compréhension de la problématique	30 %
Références et expérience du candidat	30 %
Montant et crédibilité de l'offre	20 %
• Prix (montant total des honoraires) : 15%	
• Nombre d'heures : 5%	
Organisation du candidat	15 %
Formation dispensée par le candidat	5%

3.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur.

L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

3.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (5 constituant la meilleure note).

Barème des notes :

- 0 : Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé.
- 1 : Insuffisant. Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes.
- 2 : Partiellement suffisant. Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes.
- 3 : Suffisant. Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats.
- 4 : Bon et avantageux. Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification.
- 5 : Très intéressant. Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification.

3.10 Notation du montant de l'offre

Données selon la norme SIA 102 (2014), art. 7 :

B = CHF HT 1'800'000.-

Z1 = 0.062

Z2 = 10.58

Le facteur de base p pour le temps nécessaire sera valable pour l'ensemble du mandat.

Le candidat fournira une feuille de calcul de son offre (honoraires) qui devra comporter le détail de chaque phase selon SIA 102 (2014) art. 7.7, avec tarif horaire, et les indications suivantes :

- q (part de prestations) : 91%

Phases comprises :

4.32 Projet de l'ouvrage, études de détail et devis (21%)

4.33 Procédure de demande d'autorisation (2,5%)

4.41 Plans d'appel d'offres, appel d'offres (18%)

4.51 Projet d'exécution, contrats d'entreprises (16%)

4.52 Exécution de l'ouvrage (29%)

4.53 Mis en service, achèvement (4.5%)

- n (degré de difficulté) à déterminer par le candidat
- r (facteur d'ajustement) à déterminer par le candidat
- i (facteur de groupe) à déterminer par le candidat
- s (prestations spéciales) à déterminer par le candidat

Les honoraires définitifs seront calculés selon le coût de l'ouvrage sur la base du décompte final. Dans son mandat, le mandataire devra élaborer les dossiers destinés aux marchés publics de construction et organisera la procédure administrative placée sous la gouvernance des Communes de Chêne-Bourg, Chêne-Bougeries et Thônex.

La rémunération de ces prestations fait partie du facteur d'ajustement "r".

Prestations supplémentaires

Les prestations qui ne peuvent être définies à la conclusion du contrat d'architecte seront rémunérées selon la catégorie de qualification et le temps employé, au taux horaire fixé par le candidat.

Avant leur exécution, les parties conviendront, tant du contenu que de l'étendue des prestations.

Prix (montant total des honoraires) 15%

La notation du prix se fera selon la méthode linéaire suivante :

Note candidat (arrondie au dixième) =

$5.0 - (\text{CHF offre du candidat} - \text{CHF min.}) / (\text{CHF moyenne des offres} - \text{CHF min.})$

CHF min. : offre du candidat la plus basse

Nombre d'heures 5%

Le temps consacré pour l'exécution du marché (nombre d'heures) sera évalué selon la méthode **T4** du guide romand.

Plus le candidat s'éloigne de la valeur moyenne, soit le temps nécessaire pour exécuter la prestation en conditions normales, plus il sera mal noté. L'adjudicateur a fixé de part et d'autre de la moyenne un pourcentage (20%) à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un candidat recevra une note dégressive.

La note 0 est attribuée à un nombre d'heures qui est au-delà d'un pourcentage de 100% de part et d'autre de la moyenne.

Le nombre d'heures moyen peut être définie par l'adjudicateur selon la norme SIA 102 (2014) ou tiré de la moyenne des heures ou jours offerts par les candidats pour autant que ceux-ci soient au minimum 5.

3.11 Comité d'évaluation

Le groupe d'évaluation est constitué de :

Président :	Jean LOCHER	Président du conseil administratif Chêne-Bougeries
Membres :	Michel SAUTHIER Benoît TORRIONE	Directeur du CSSM Responsable services techniques CSSM
	Benoît Dubesset ou TE	Architecte organisateur SIA, Reg A, AGA
Membres suppléants :		2 Conseillers municipaux
Expert sans droit de vote :		Consultant juridique

S'il le juge utile, le groupe d'évaluation peut s'adjoindre des experts complémentaires de son choix.

3.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur.

Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

3.13 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont le dossier est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

3.1 Interdiction des négociations

L'interdiction des négociations concerne les procédures sur invitation, ouverte et sélective. Elle n'empêche par ailleurs pas l'adjudicateur de procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective. En conséquence, jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, l'adjudicateur ne procédera à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations offertes que sur les conditions financières offertes ou sur les prix offerts. Si nécessaire, il peut inviter chaque soumissionnaire concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition

3.15 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales

L'adjudicateur écartera les offres qui ne remplissent pas les critères d'aptitude fixés ou, en cas de notation des critères d'aptitude, les offres qui n'ont pas reçu au moins la note 2 sur l'un ou l'autre des critères d'aptitude (annexes Q), s'ils ont été fixés par l'adjudicateur en cas de procédure ouverte ou sur invitation.

L'adjudicateur peut décider d'adjuger le marché uniquement à l'offre qui a obtenu au moins 60% des points possibles sur l'ensemble des critères. S'il devait constater qu'aucun soumissionnaire ne serait adjudicataire en appliquant cette règle, il se réserve le droit d'abaisser cette limite ou de prendre une décision d'interruption et de renouvellement, s'il le juge nécessaire, de la procédure.

Le cas échéant, cette décision est sujette à recours.

3.16 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier.

Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

3.17 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Les Commune de Chêne-Bourg, Chêne-Bougeries et Thônex ont l'intention de confier le mandat des prestations ordinaires d'architecture (91 %) au bureau retenu, sous réserve de l'acceptation du crédit d'investissement, de l'autorisation de construire en force, des délais référendaires et des conditions principales qui suivent.

Le mandat comprendra toutes les prestations de relevés, d'études et d'exécution nécessaires.

Chaque phase du mandat, selon la norme SIA 102 (2014), point 7.7 "Phases partielles et pondération en pour-cent (q)", fera l'objet d'une confirmation écrite du Maître d'Ouvrage.

Le bureau mandataire est rendu attentif au fait que les adjudications des travaux seront effectuées conformément à la législation et la réglementation en matière de marchés publics. Ces prestations seront entièrement assurées par le bureau adjudicataire qui devra les comprendre dans ses honoraires. Toute formation et/ou recours à des spécialistes en la matière seront à la charge du bureau mandataire.

Les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication de la présente procédure ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Cependant les paramètres de calcul des honoraires, selon le point 3.10, et les tarifs horaires indiqués dans l'offre seront contractuels.

3.18 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification);
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification)
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;

Le recours doit être interjeté devant la Chambre administrative (section administrative de la Cour de justice), 10, rue de Saint-Léger, case postale, 1211 Genève 1, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, sur demande du candidat, par l'autorité de recours.